

Notice développée conjointement par le Conseil national de l'Ordre des architectes et la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (Ministère de l'intérieur, Direction des sapeurs pompiers, Sous-direction des services d'incendie et des acteurs du secours)

NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE

**pour tous les ERP du 1er groupe et les ERP du 2ème groupe (5ème catégorie)
avec locaux à sommeil. (Arrêté du 25/06/1980 modifié – Arrêté du 22/06/1990 modifié)**

La présente notice descriptive (article R.123-22 du CCH et GE 2 §1) constitue la pièce n°3 des bordereaux de pièces du dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie :

- De la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP (autorisation de travaux) : document CERFA n°13824 ;
- Du dossier spécifique du permis de construire (PC 39 et PC 40) ou du permis d'aménager (PA50 et PA51) permettant de vérifier la conformité des ERP aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique (pièce annexe du document Cerfa n°14570).

Afin de permettre une instruction dans les conditions optimales, l'ensemble des documents ci-après seront remis aux services chargés de l'instruction des dossiers en complément de la présente notice descriptive de sécurité :

↳ La présente notice **datée et signée par le maître d'ouvrage** ;

↳ Les autres pièces prévues à l'article GE 2 §1 :

- **pièce 4 des documents CERFA :**

Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir :

- les conditions d'accessibilité des engins de secours ;
- les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers
- la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers.

- **pièce 5 des documents CERFA:**

Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment :

- les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que dégagements, escaliers, sorties ;
- la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap ;
- les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés.

- **pièce 6 des documents CERFA :**

La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification. »

✎ Le pétitionnaire pourra remplir une notice par établissement isolé les uns des autres au sens de l'article GN 3.

✎ Pour les établissements spéciaux (parcs de stationnement, chapiteaux tentes et structures, etc.) rattachés à un ERP, la rédaction d'un chapitre spécifique est préconisée dans la présente notice.

Rappel des règles de demande de dérogation

(Article R 123-13 du Code de construction et de l'Habitation et article GN 4 du règlement de sécurité)

Les dérogations accordées ne peuvent avoir pour effet de diminuer le niveau de sécurité des personnes assuré par le respect des mesures réglementaires de prévention.

Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque demande une fiche indiquant notamment :

- les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée),
- les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans)
- la justification des demandes ;
- les mesures compensatoires proposées.

Important : l'ensemble de ces documents constitue la pièce n°6 des bordereaux de dépôt des pièces jointes au titre des documents Cerfa.

N.B : Les présentes déclarations engageant le maître d'ouvrage, toute notice **non signée** ne saurait être examinée par les services compétents.

Dénomination de l'établissement :

Centre Hospitalier BUËCH-DURANCE

Adresse principale :

Rue Docteur Provansal
05300 Laragne-Montéglin

Maîtrise d'ouvrage (Nom ou raison sociale) :

GHT DES ALPES DU SUD
1, place Auguste Muret
B.P 101 – 05007 GAP Cedex

Maîtrise d'œuvre (Nom ou raison sociale de l'architecte) :

ATELIER BRIGITTE GALLONI ARCHITECTES
Place des Fontêtes / 4 rue Mérindol
13100 AIX-EN-PROVENCE

Organisme de contrôle et missions confiées s'il est déjà choisi :

SOCOTEC

Interlocuteur : Mathieu ESPITALLIER

Coordonnées téléphoniques : 06 03 29 04 56

Adresse électronique : mathieu.espitallier@socotec.com

Personne à contacter pour obtenir des précisions sur mon projet ou solliciter des documents complémentaires :

Nom : Brigitte GALLONI

Qualité vis-à-vis du projet : Représentant de la Maîtrise d'Œuvre

Coordonnées téléphoniques : 04 42 54 64 82

Adresse électronique : brigitte.galloni@gmail.com

Descriptif des activités envisagées dans l'établissement recevant du public :

Etablissement de soin et d'hébergement de personnes âgées

I - Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

Le projet prévoit le réaménagement et l'extension du Pavillon Buëch du centre Hospitalier de Laragne-Montéglin.

Les travaux d'extension concernent la création, sur 2 niveaux (RDC bas et RDC haut), de 50 lits d'EHPAD, de 15 lits de gériopsychiatrie et de 20 lits de Foyer d'Accueil Médicalisé. Les 2 niveaux sont de plain-pied.

Les 15 lits de gériopsychiatrie relèvent de l'activité de Type U, les autres lits relèvent du type J.

1.1 - Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés :

Calcul de l'effectif en type J

L'effectif est déterminé selon l'article J 2 de l'arrêté du 19 novembre 2001 modifié, par la somme des nombres suivants :

- Effectif maximal des résidents et du personnel en travail effectif selon la déclaration du maître d'ouvrage ou du chef d'établissement : résidents = 70, personnel = 60
- Une personne pour 3 résidents au titre des visiteurs : 24
- Effectif des personnes extérieures à l'établissement susceptibles d'être accueillis dans des locaux ou salles, calculé en fonction de l'activité de ces salles : sans objet

Effectif public : 94

Effectif personnel : 60

Effectif total : 154

Calcul de l'effectif en type U

L'effectif est déterminé selon l'article U 2 de l'arrêté du 10 décembre 2004 modifié, par la somme des nombres suivants :

- 1 personne par lit au titre des résidents : 15
- 1 personne pour 3 lits au titre du personnel soignant ou non : 5
- 1 personne pour 2 lits (psychiatrie) au titre des visiteurs : 8
- 8 personnes personnel compris par poste de consultation : sans objet

Effectif public : 23

Effectif personnel : 5

Effectif total : 28

L'effectif total généré par l'extension est de 182 personnes qu'il convient d'ajouter à l'effectif de l'établissement existant soit un total de : **462 personnes**

L'établissement après extension sera donc un établissement de **3^{ème} catégorie**

Classement proposé : ERP de type J, U et L de 3^{ème} catégorie.

1.2 – Classement initial de l'établissement :

L'établissement est actuellement classé en type J, U et L de 4^{ème} catégorie avec un effectif de 280 personnes (procès-verbal de la sous-commission du 3 Mai 2018, référencé 2018-000620/PREV/IP).

II - Construction (CO 1 à CO 60)

- **Conception et desserte** (CO 1 à CO 5) (J 5, J 6, U 7).

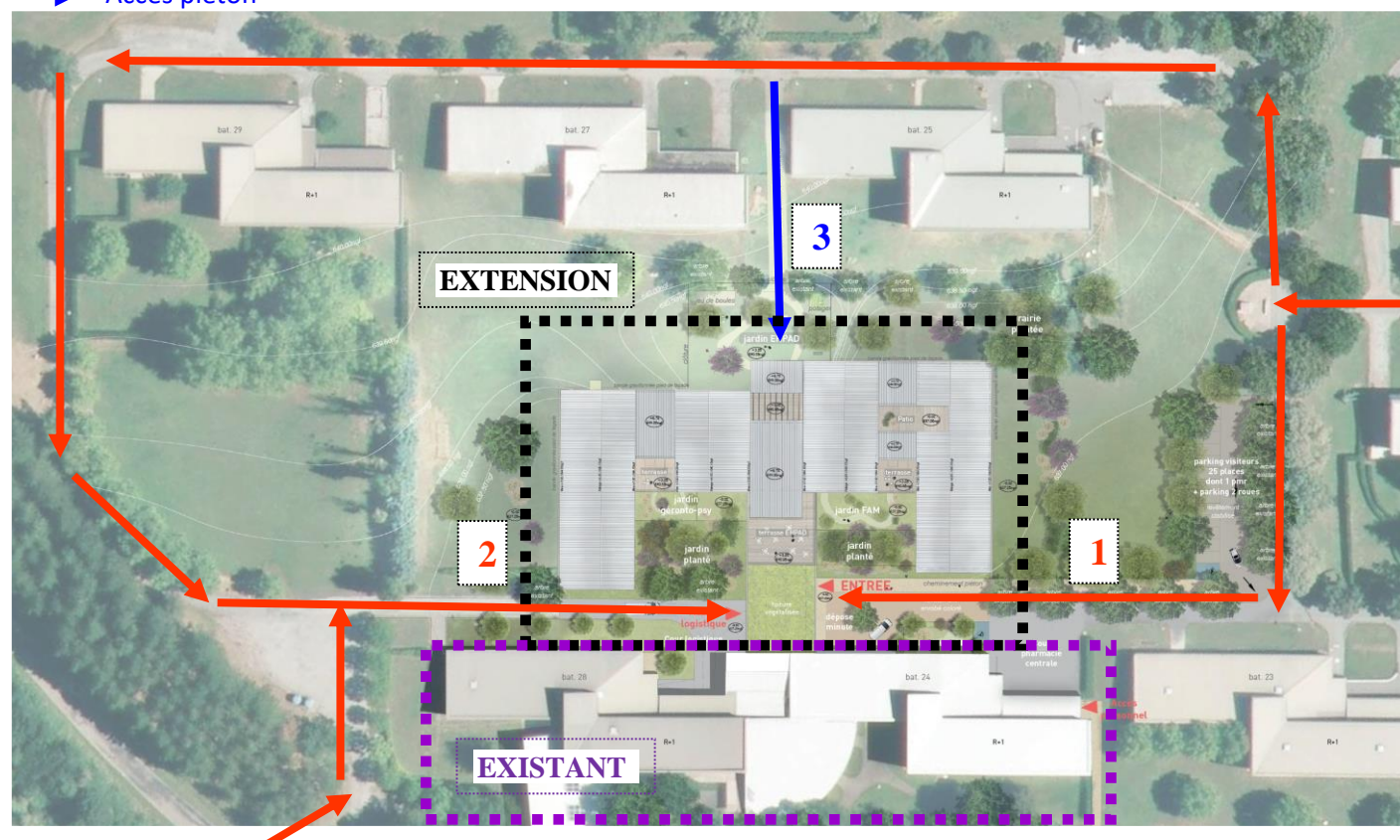
Le plancher bas du dernier niveau accessible au public est à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours. L'extension est distribuée selon le principe du cloisonnement traditionnel.

L'établissement existant et son extension sont accessibles depuis la Rue Docteur Provansal et à travers le centre hospitalier par une voie engins.

1. L'extension est accessible, depuis la voie engins, (entrée principale du bâtiment) par un cheminement piéton de largeur > 1,80 m permettant l'acheminement des échelles à coulisses et les dévidoirs à tuyaux.
2. Un deuxième accès à l'extension est possible par la cour logistique.
3. Un troisième accès de plain-pied au RDC haut est par ailleurs aménagé depuis la voie existante au nord de la parcelle.

Légende des accès :

- ➡ Accès véhicule
- ➡ Accès piéton



- **Isolement par rapport aux tiers** (CO 6 à CO 10) (U 5, J 7)

Aucun bâtiment tiers à moins de 8 m de l'extension projetée

- **Résistance au feu des structures** (CO 11 à CO 15) (U 9, U 24, J 9, J 23)

Les structures principales seront SF ½ h (R30) et le plancher CF de degré ½ h (REI 30).

- **Couvertures** (CO 16 à CO 18)

La distance avec le tiers le plus proche étant supérieure à 12 m, aucune exigence n'est demandée pour la protection de la toiture par rapport à un feu extérieur.

- **Façades** (CO 19 à CO 22) (U 11, J 13)

Les revêtements de façades de l'extension sont réalisés en enduit minéral sur isolant extérieur en PSE, sur voiles béton armé.

Les menuiseries sont réalisées en PVC.

Nota pour mémoire : la règle du C+D ne s'applique pas au présent projet.

- **Distribution intérieure et compartimentage** (CO 23 à CO 26) (U 10, U 20, J 10, J 11, J 12, J 19).

La distribution intérieure de l'extension est réalisée selon le principe du cloisonnement traditionnel.

Les cloisons entre locaux et dégagements accessibles au public sont CF de degré ½ h (REI 30).

Les cloisons entre locaux accessibles au public sont également CF de degré ½ h (REI 30).

Les cloisons entre locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public à risques courants sont également CF de degré ½ h (REI 30).

Les cloisons CF de degré ½ h (REI 30) sont dotées de portes PF de degré ½ h.

Les circulations horizontales sont recoupées tous les 25 à 30 m par des portes PF de degré ½ h, en va et vient et à fermeture automatique asservie à la détection automatique.

Chaque niveau sera divisé en « zones » au sens des articles J 10 et U 10 :

RDC Bas :

1 zone de 7 lits et une zone de 8 lits pour la partie gérontopsychiatrie (type U)

1 zone de 10 lits et 1 zone de 10 lits pour la partie FAM

2 zones sans locaux à sommeil pour les locaux communs

RDC Haut :

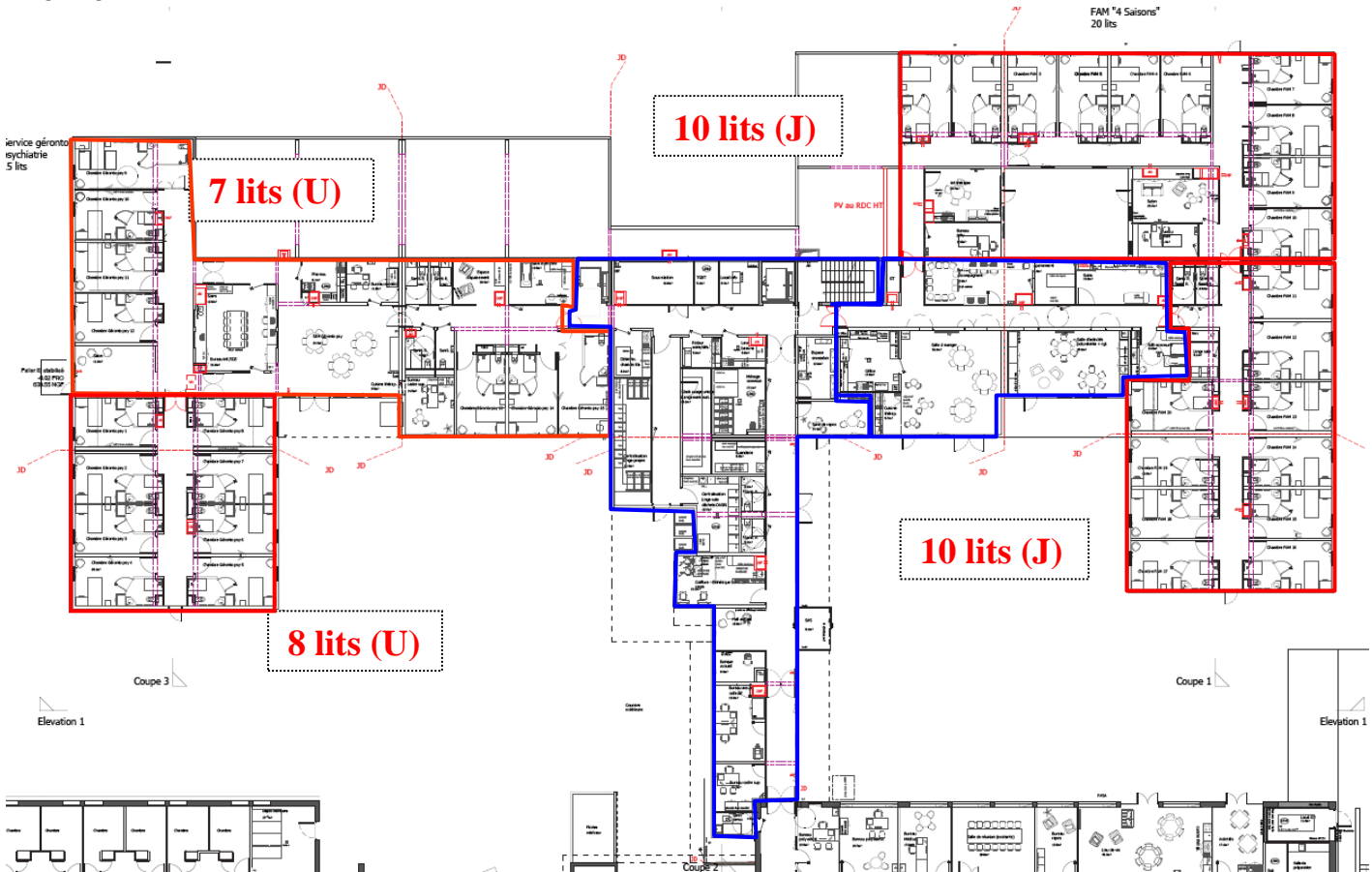
1 zone de 11 lits et 1 zone de 13 lits pour l'Aile Ouest

2 zones de 13 lits pour l'Aile Est

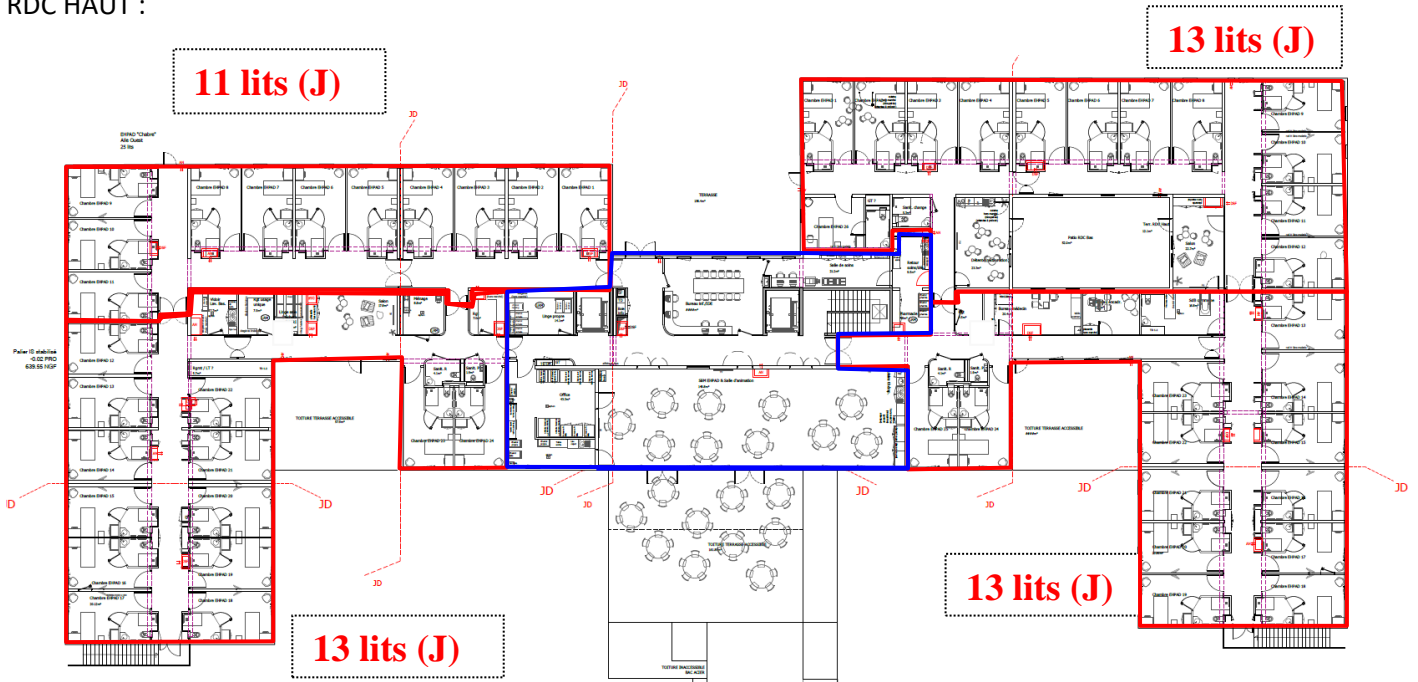
1 zone centrale sans locaux à sommeil

Ces dispositions sont soumises à l'avis de la commission de sécurité

RDC BAS :



RDC HAUT :



- **Atriums, patios et puits de lumière** (J 14)

Le patio présente les caractéristiques d'un petit atrium au sens du § 4.1 de l'IT 263 et sera traité comme tel.

- **Solutions retenues pour l'évacuation des personnes en situation de handicap pour chaque niveau de la construction (GN 8) :**

- **Espaces d'attente sécurisés ou solutions équivalentes, cas d'exonération** : (GN 8, CO 34 § 6, CO 57 à CO 60).

Utilisation du concept de zones protégées constituant une solution équivalente à la création d'espaces d'attente sécurisés.

- **Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers** (CO 27 à CO 29) (J 16)

Locaux non accessibles au public à risques courants :

Locaux de soins, bureaux médecins, infirmiers, cadre etc.

Locaux non accessibles au public à risque particulier important :

Sans objet dans le cadre des travaux.

Locaux non accessibles au public à risque particulier moyen :

Locaux linge propre, linge sale, locaux rangement, archives, ménage, déchets, local TGBT :

Isolement CF 1h (parois et plancher haut) et porte CF de degré ½ h avec ferme porte.

- **Conduits et gaines** (CO 30 à CO 33)

Les conduits et les gaines techniques verticales respecteront les dispositions des articles CO 30 à CO 33.

En particulier, les conduits seront réalisés en matériau M 3 au minimum.

Les conduits réalisés en PVC (admis à la marque NF) de diamètre inférieur à 125 mm seront classés B-s3, d0 avec une épaisseur renforcée à la traversée des parois.

- **Dégagements** (CO 34 à CO 56) (U16, U 19, J 17, J 18)

Le RDC Bas s'évacue par 1 dégagement de 2 UP et 4 dégagements de 1 UP directs sur l'extérieur.

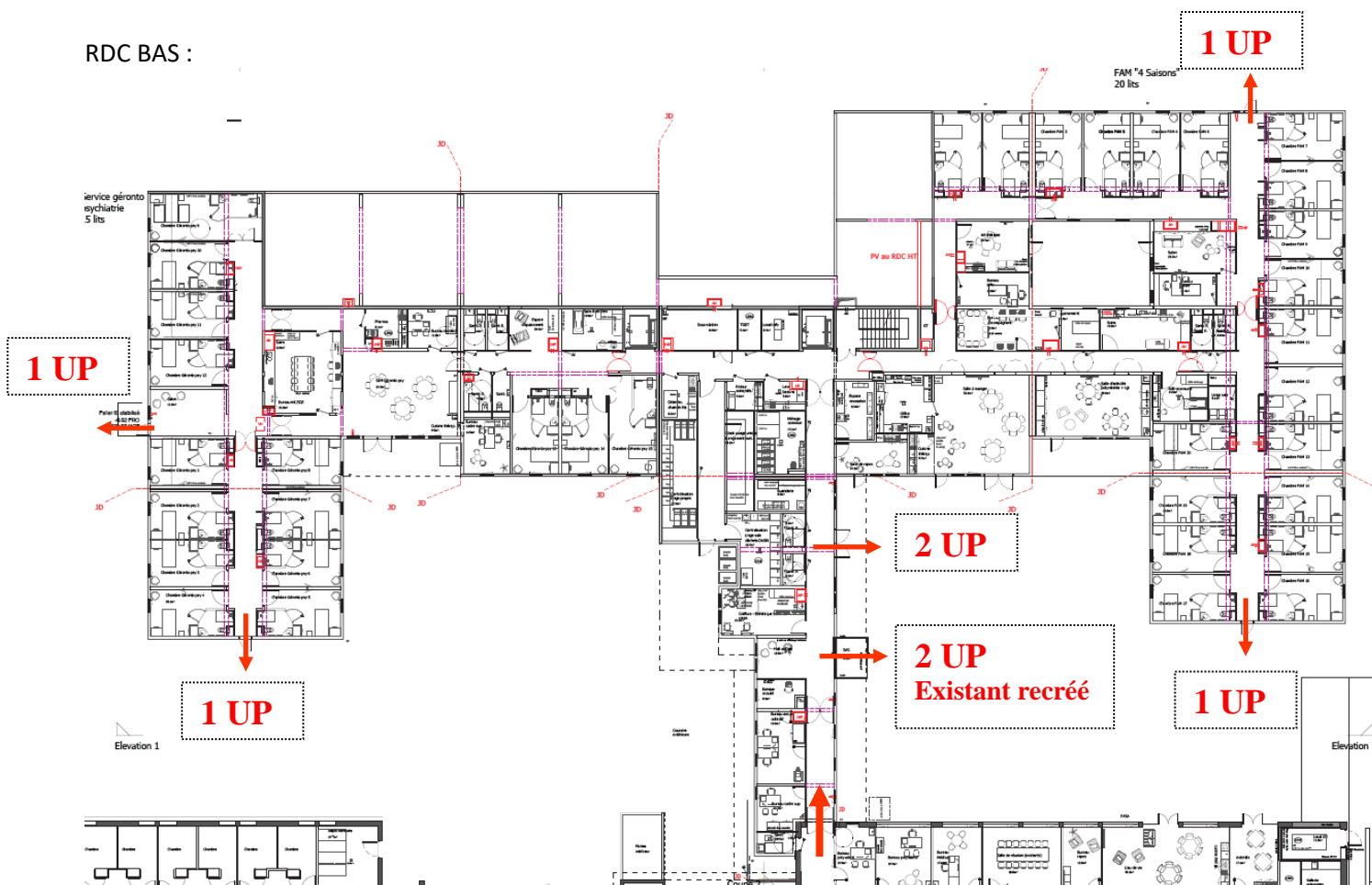
Le RDC Haut s'évacue par 1 escalier encloué de 2 UP et 2 escaliers de 2 UP, ainsi que par 2 issues de 1 UP et 1 issue de 2 UP de plain-pied sur l'extérieur.

La distance à ce niveau pour atteindre un escalier ou une sortie directe de plain-pied n'excède en aucun point 40 m. Cette distance se mesure depuis tout point, compris intérieur des locaux.

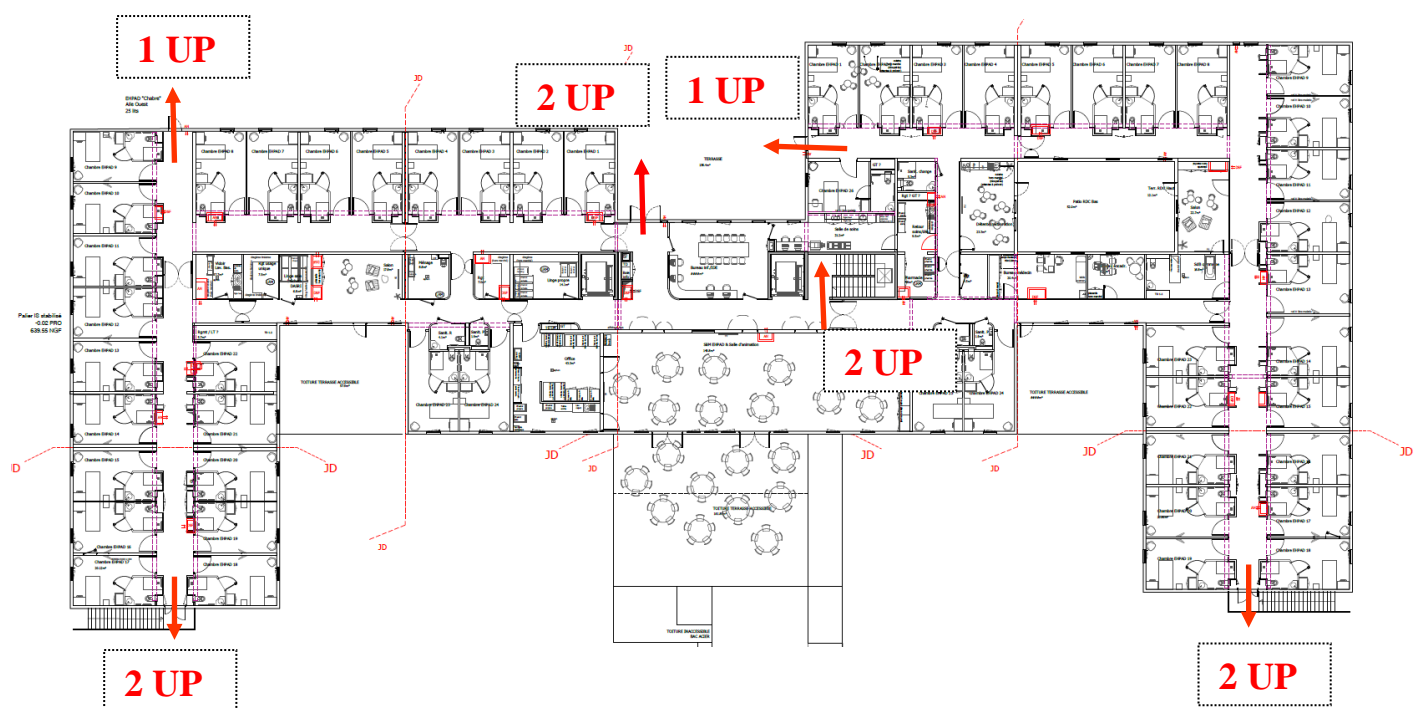
Les circulations horizontales des parties communes des niveaux recevant du public ont deux unités de passage au moins.

Le débouché de l'escalier central au niveau du rez-de-chaussée bas de l'extension s'effectue à moins de 20 mètres d'une sortie sur l'extérieur.

RDC BAS :



RDC HAUT :



- Locaux recevant du public, installés en sous-sol (articles CO 39 et CO 40) (U 14, J 15)

Sans objet.

- Sorties (articles CO 43 à CO 48) (U 21, J 21)

La distance maximale, mesurée suivant l'axe des circulations, que le public doit parcourir, à partir d'un point quelconque d'un local jusqu'à l'extérieur au RDC bas, n'excède pas 50 mètres (choix entre 2 issues).

Les portes verrouillées électromagnétiquement seront équipées de dispositifs de verrouillage conforme à la norme NF S 61-937 et d'un DM vert à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande placé à proximité de la porte équipée ou dans un local réservé au personnel (après avis de la commission de sécurité). Leur déverrouillage automatique interviendra sans temporisation dès le début du processus d'alarme.

- Escaliers (articles CO 49 à CO 56) (U 18, J 20)

L'escalier central sera encloué dans une cage CF de degré $\frac{1}{2}$ h. Son accès à chaque niveau s'effectuera par une porte CF de degré $\frac{1}{2}$ h équipée d'un ferme porte.

Les escaliers de secours sont à l'air libre.

- Tribunes et gradins non démontables (CO 61, AM18)

Sans objet

III - Aménagements intérieurs (articles AM 1 à AM 19) (U 23, J 22, J 24)

Les matériaux et revêtements, mis en œuvre dans le cadre du projet, présenteront les caractéristiques de réaction au feu suivantes :

Dégagements protégés :

Escaliers

- o Plafonds et rampants : B-s1, d0 ou M1;
- o Parois verticales : B-s2, d0 ou M1;
- o Paliers et marches : CFL-s1 ou M3

Circulations horizontales

- o Plafonds : M0 ;
- o Parois verticales : B-s1, d0 ou M1;
- o Sols : DFL-s2 ou M4

Locaux

- o Parois verticales : C-s3, d0 ou M2 ;
- o Plafonds : B-s3, d0 ou M1 ;
- o Parties transparentes ou translucides $S < 25\%$: D-s3, d0 ;
- o Sols : DFL-s2 ou M4.

Produits d'isolation :

- o Parois verticales, plafonds, toitures : A2-s2, d0 ;
- o Sols : A2fl-s1.

- **Eléments de décoration** (articles AM 9, AM 10).

A respecter par l'exploitant

- **Tentures, portières, rideaux, voilages** (articles AM 11 à AM 14). (U 25, J 24)

A respecter par l'exploitant

- **Gros mobiliers, agencement principal, aménagements de planchers en superstructures**
(Articles AM 15 à AM 19) (U 23)

Le gros mobilier, qui comprend la banque d'accueil sera réalisé en matériaux de catégorie M3.

IV - Désenfumage (articles DF1 à DF 10) (U 26, J 25) (IT 246).

Le désenfumage des circulations horizontales de l'extension sera assuré naturellement, conformément aux dispositions de l'IT 246 de mars 2004.

Il sera automatiquement commandé par la détection automatique d'incendie.

Le désenfumage de l'escalier central sera désenfumé par un exutoire de 1 m² en partie haute et par une amenée d'air de surface équivalente en partie basse avec commande manuelle au RDC bas.

V - Chauffage, ventilation, réfrigération, conditionnement d'air, production de vapeur et d'eau chaude sanitaire
(articles CH 1 à CH 58) (U 27, J 26)

Le chauffage des locaux de l'extension est assuré par radiateurs, à partir de la sous-station créée dans le cadre du projet.

La production d'eau chaude sanitaire est également assurée à partir de cette sous-station.

Les installations de ventilation de confort seront réalisées conformément aux articles CH 29 à CH 40

Les installations de VMC seront réalisées conformément aux articles CH 41 à CH 43.

VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés (GZ 1 à GZ 30)

Sans objet dans le cadre des travaux projetés.

VII - Installations électriques (articles EL 1 à EL 23) (U 32, J 29).

Elles seront réalisées conformément aux articles EL du règlement de sécurité et à la norme NF C 15-100.

Il sera réalisé un circuit électrique d'éclairage terminal par chambre (J 29)

Le TGBT est installé dans un local de service électrique existant implanté au RDC bas de l'extension.

VIII- Eclairage (articles EC 1 à EC 12) (J 30).

Conformément à l'article EC 7 l'éclairage de sécurité sera réalisé par blocs autonomes, conformes à la Norme NF C 71-800 et admis à la marque NF AEAS, selon les dispositions de l'article EC 12.

L'établissement est doté d'un groupe électrogène de remplacement.

IX - Ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants (articles AS 1 à AS 11) (J 31)

Les ascenseurs créés dans le cadre des travaux seront conformes aux normes NF EN 81-20 et 81-50 et aux exigences de l'article J 31 § 2 (dispositif de commande accompagnée et dispositif de communication avec l'accueil).

Le non-arrêt de la cabine d'ascenseur dans la zone sinistrée sera assuré dans les conditions prévues à l'article J 36.

X - Appareils de cuisson destinés à la restauration (articles GC 1 à GC 20) (U 28, U 29, J 27, J 28)

L'office respectera les dispositions applicables aux grandes cuisines fermées :

Parois CF 1h ; portes CF ½ h avec ferme -porte

XI - Moyens de secours (articles MS 1 à MS 74) (U 41 à U 48, J 34 à J 40)

- Moyens d'extinction (articles MS 4 à MS 40)

Bouches et poteaux d'incendie, points d'eau : poteau incendie existant en limite sud du projet, à la jonction avec l'existant.

- La défense extérieure incendie sera définie en concertation avec les services de secours locaux conformément aux exigences du règlement départemental DECI du 18 juillet 2017.

Extincteurs portatifs :

Ils seront conformes aux normes NF S 61-905 à 909 et seront du type :

- Extincteurs à eau pulvérisée : 1 pour 200 m²,
- Extincteurs à dioxyde de carbone : matériel électrique,
- Extincteurs spécifiques aux autres risques.

- Dispositifs favorisant l'intervention des secours (article MS 41)

Les consignes de sécurité et les plans d'évacuation seront affichés.

- Surveillance de l'établissement/Service de sécurité incendie (articles MS 45 à MS 52) (U 43, J35)

La surveillance de l'établissement est assurée par des employés spécialement désignés et formés pour le transfert horizontal des résidents et des visiteurs en éventuelle situation de handicap ainsi qu'à l'exploitation du SSI.

- Système de sécurité incendie : (articles MS 53 à MS 60) (U 44, J 36)

Le Système de Sécurité Incendie de catégorie " A " est existant.

Des détecteurs automatiques d'incendie seront installés dans l'ensemble des locaux de l'extension, à l'exception des sanitaires et des escaliers.

Des déclencheurs manuels seront implantés près des sorties. Ils seront implantés à 1,30 m du sol au maximum.

L'alarme générale sélective sera diffusée sans temporisation, par message enregistré uniquement compréhensible par le personnel de surveillance dans l'ensemble de l'établissement.

Les zones de mise en sécurité du Système de Sécurité Incendie seront définies dans le cahier des charges fonctionnel qui sera établi par le coordinateur SSI et transmis pour avis à la Commission de Sécurité dans le cadre du dossier GE 2.

- **Système d'alerte** (article MS 70)

La liaison avec les sapeurs-pompiers est créée au droit de l'accueil de l'extension.

XII – Fluides médicaux (articles U 51 à U 64)

Les installations de fluides médicaux seront réalisées conformément aux articles U 51 à U 64.

XIII – DEMANDE(S) DE DEROGATION (ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE (R123-13 et GN 4)) :

Sans objet.

Je soussigné, représentant le Maître d'ouvrage, m'engage à respecter les dispositions édictées dans la présente notice et m'engage à respecter les règles générales de construction, prise en application du chapitre 1er du titre 1er et du livre 1er du Code de la Construction et de l'habitation.

Date et signature